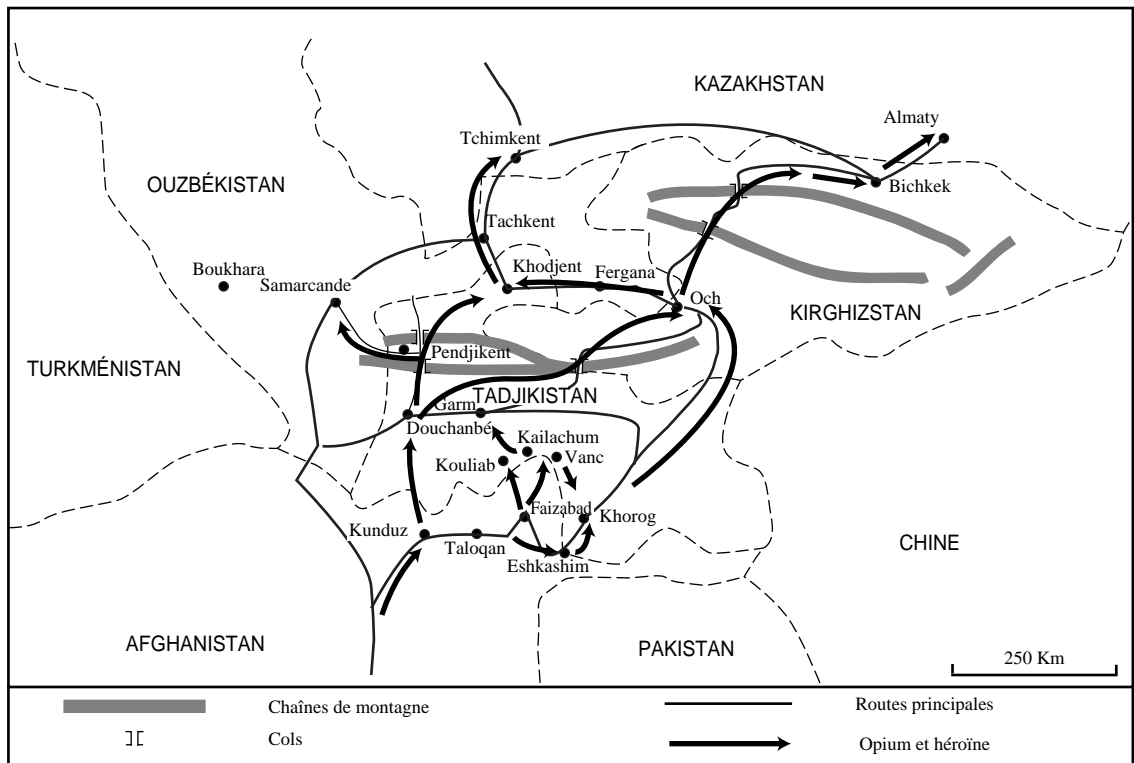


IV. ASIE CENTRALE, ASIE DU SUD-OUEST

L'Afghanistan⁶³ continue non seulement d'être le premier pourvoyeur d'opium pour les laboratoires de morphine base ou d'héroïne du Pakistan, des pays de la CEI et de la Turquie, mais d'exporter lui-même des quantités croissantes d'héroïne. Les taliban, qui ont commencé par percevoir l'impôt islamique (zakat) sur la production d'opium, taxent aujourd'hui la fabrication et l'exportation du produit fini. Les productions d'opium ont progressé de 1996 à 1997 et les premières données recueillies laissent penser que la croissance se poursuivra en 1998. Au nord, le Tadjikistan est la principale voie d'exportation des opiacés utilisée par tous les groupes, quelle que soit leur idéologie. Seuls les gardes-frontières russes au Tadjikistan et le gouvernement ouzbek utilisent la lutte antidrogues comme un instrument au service de la lutte contre l'islamisme.

Au sud-ouest, les succès militaires des taliban ont encore renforcé la volonté des autorités iraniennes de s'opposer au transit des drogues sur leur territoire en direction de la Turquie et aux menées des services secrets pakistanais le long de leur frontière sud-ouest. À l'ouest, les zones de production d'opium du Pakistan, dans la mesure où elles sont peuplées des mêmes tribus pachtoun qu'en Afghanistan, subissent l'impact de la situation qui règne dans le pays voisin. Leur volonté de rester autonomes s'en trouve renforcée et la défense de la culture du pavot devient un enjeu face à un pouvoir central dont l'autorité se délite du fait de la montée du régionalisme, voire du séparatisme. L'onde de choc des menées islamistes accompagnées de production de drogues se fait sentir jusqu'en Inde, en particulier au Cachemire ; au Népal, terrain d'affrontement des services secrets pakistanais et indiens ; et jusqu'au Sri Lanka, où transite en grande quantité du haschisch afghan et pakistanais. Dans le sud-est de l'Inde, la situation se complique encore avec l'activité des réseaux tamoul, dont certains sont liés au financement de la guérilla des Tigres de L'Eelam tamoul (LTTE) contre le gouvernement de Colombo.

⁶³ Dans le rapport *La géopolitique mondiale des drogues (1995-1996)* ont été traités : l'Ouzbékistan, l'Afghanistan, l'Inde, le Népal.



Carte VII : Trafic d'opiacés au Tadjikistan

TADJIKISTAN

La position géographique du Tadjikistan et le climat de guerre civile larvée qui y règne favorisent le trafic d'opium, d'héroïne N°3 (*brown sugar*) et même N°4 (blanche) qu'on commence à produire de l'autre côté de la frontière, en Afghanistan. Le long de cette frontière de plus de mille kilomètres entre Hindou Kush et contreforts du Pamir (Gorno Badakhshan), on distingue deux zones différentes, dont chacune est contrôlée par des groupes politiques antagoniques et où le trafic de drogues a ses modalités propres. La première est le sud du Tadjikistan, région peu accidentée commençant à la frontière ouzbek à l'ouest, courant vers l'est jusqu'à hauteur de la ville de Kouliab, fief des clans aujourd'hui au pouvoir à Douchanbé et base arrière de l'aide militaire apportée à la coalition anti-taliban en Afghanistan. Au-delà, commence la seconde le Gorno-Badakhshan où courent les 2/3 de la frontière avec l'Afghanistan matérialisée par l'Amou Daria qui n'est d'abord qu'un ruisseau pour devenir ensuite une imposante rivière dans le sud tadjik.

L'opium des religieux

La région afghane qui fait face au sud tadjik est une zone relativement plane qui permet des contacts aisés avec le reste du pays et ses zones de production d'opium, le Nangahar et l'Helmand. La ville de Kunduz n'est qu'à 60 kilomètres de bonne route de la frontière tadjik. Capitale de la province du même nom, «poche» pachtoun dans le nord, Kunduz était contrôlée, jusqu'au mois de mai 1997, par le Hezb e-islami, parti intégriste pachtoun dirigé par Gulbuddin Hekmatyar, allié de la Coalition du Nord opposée aux taliban, laquelle regroupait également les forces ouzbek, turkmène, hazara et tadjik. Selon des témoignages recueillis par l'envoyé spécial de l'OGD, les partisans d'Hekmatyar y avaient installé des laboratoires qui produisaient une héroïne de très bonne qualité. Elle était conditionnée par paquet d'un kilogramme sur chacun desquels était apposé un tampon représentant une capsule de pavot. Ces islamistes l'exportaient au Tadjikistan où les filières étaient contrôlées par les clans représentant localement le gouvernement «laïque» de Douchanbé qui appuyaient les forces hostiles aux taliban. Il est également probable que certains autres commandants de la Coalition du Nord faisaient le commerce de l'opium avec leurs alliés de l'autre côté de la frontière. En mai 1997, Kunduz est tombée sous le contrôle des taliban en quelques heures, après que les commandants d'Hekmatyar aient retourné leur veste. Ces derniers ont vraisemblablement continué leur négoce avec leurs anciens partenaires tadjik. Les seigneurs de la guerre du Tadjikistan y trouvent d'autant moins à redire qu'ils pourraient bientôt n'avoir d'autres partenaires que les anciens partisans d'Hekmatyar passés aux taliban : en effet, la violente offensive menée par ces derniers à la mi-juin à partir de Kunduz contre la ville de Taloqan, tenue par le commandant Massoud, pourrait priver la Coalition du Nord d'accès au Tadjikistan. L'une des conséquences d'un tel développement serait un net renforcement de l'influence du Pakistan – dont les liens avec les taliban sont notoires – tant sur le plan politique que sur celui du trafic. Une éventualité qui ne laisse pas d'inquiéter l'Ouzbékistan, soucieux de contenir la progression de l'islamisme dans la région. Cela explique notamment que la condamnation à mort par une cour ouzbek de deux citoyens kazakh reconnus coupables d'avoir introduit 40 kg d'héroïne dans le pays à partir du Tadjikistan, ait été confirmée à la mi-juin 1998. Quelques jours plus tard, le président d'Ouzbékistan, Islam Karimov, tout en sollicitant l'aide de l'Union européenne, ajoutait : «dans les zones sud d'Afghanistan contrôlées par les taliban, la production de drogues a adopté un caractère planifié et constitue la source principale de revenus pour l'achat d'armes afin de poursuivre la guerre».

L'autre zone frontalière, le Gorno-Badakhshan, coupe en deux le même groupe linguistique et, dans la région de Khorog, les membres de la même confession chiite (dans un environnement sunnite) : les Ismaéliens qui vivent sur les hauteurs et cultivent l'opium, leur seul moyen de subsistance. Dans cette région, la drogue emprunte des routes souvent empierrées, à travers des reliefs tourmentés et des zones contrôlées par différents groupes islamiques d'opposition au régime du président Rakhmonov. Le transport des marchandises se fait donc principalement à dos de mule. Le Badakhshan afghan a produit, selon le PNUCID, environ 60 tonnes d'opium en 1997. L'essentiel des productions se situe dans l'est de la province et leur voie la plus directe d'exportation passe par le Gorno-Badakhshan tadjik. Des bazaris de Faizabad, la capitale provinciale du Badakhshan afghan, achètent l'opium aux paysans locaux et organisent des caravanes de mules. En juillet et août, après la récolte, tardive dans cette région d'altitude, des convois partent de Faizabad pour gagner, par exemple, le village de Khwahan situé à quatre jours de marche. C'est par tonnes que l'opium franchit la frontière en de multiples points. Le kilo d'opium, acheté aux paysans autour de 50 dollars, est revendu 110 dollars aux commerçants des villages frontaliers. La pauvreté endémique de la région fait que les commerçants des villes d'Asie centrale n'ont aucune peine à recruter de la main-d'œuvre en dépit du risque d'être arrêté par les gardes-frontières russes. Le passage de la rivière-frontière se fait en une multitude de points par une armée de petits passeurs. Bien que la ville de Khorog, qui fut une vitrine du Tadjikistan soviétique, soit devenue une modeste bourgade, elle n'en reste pas moins le point de convergence de tout l'opium – voire de l'héroïne – traversant l'Amou Daria des villages frontières de Vanc, au nord, jusqu'à Eshkashim, au sud. De Khorog ne part qu'une route, celle qui durant 800 kilomètres traverse les montagnes du Pamir pour atteindre la ville kirghize de Osh. Il existe néanmoins une liaison aérienne commerciale vers Douchanbé et des vols militaires russes, directement sur Moscou. Un soldat russe en permission a déclaré à plusieurs témoins qu'il faisait partie d'une unité spéciale chargée d'aller attaquer les convois d'opium à l'intérieur de l'Afghanistan. Cette information n'inquiète guère le baron de la drogue de Khorog, véritable homme fort de la ville, qui s'arrange également pour que les gardes-frontières russes ferment les yeux sur ses importations de drogues afghanes. Les avions militaires quittant Khorog ou le Tadjikistan pour Moscou ne sont pas non plus contrôlés par les douanes russes à leur arrivée.

Le marché commun des opiacés

L'interception de centaines de petits passeurs que la misère rend téméraires et qui n'ont pas les moyens de corrompre les douaniers permet aux autorités tadjik d'afficher des saisies annuelles d'opium de plusieurs tonnes. En revanche, le prix de l'héroïne permet d'investir dans «l'achat de la route», et c'est sans doute ce qui explique que les saisies de cette drogue soient insignifiantes par rapport aux quantités qui passent : une soixantaine de kilos en 1997, 80 kg dans les trois premiers mois de 1998. Pourtant, l'héroïne est partout. On peut en trouver à Khorog, conditionnée en petits paquets rectangulaires de 1 kg pour 7 000 dollars. Le trafic d'opium reste une pratique «populaire», celui d'héroïne est plus professionnel et mieux protégé.

Après Vanc, plus à l'est à partir du village de Kailachum, l'opium part directement sur Douchanbé par la route. Dans cette ville, le kilo vaut 300 dollars : le prix le plus bas de toutes les villes d'Asie centrale, ce qui confirme le statut de «première étape» de la capitale tadjik sur la route de la drogue. De Douchanbé, l'opium part dans trois directions principales. Premièrement à l'ouest vers l'Ouzbékistan et Samarcande. Au mois de mai 1998, un hélicoptère «non identifié» venant du sud a largué 60 kg d'opium et environ 1 kg d'héroïne dans la montagne, non loin de Pendjikent. Une voiture qui avait recueilli le chargement, dénoncée par un paysan à la milice, a été arrêtée alors qu'elle prenait la route de Samarcande. La deuxième direction est celle du nord, vers la ville tadjik de Khodjent, ancienne

Léninabad, où le kilo passe à près de 700 dollars. Enfin, troisième direction, celle du nord-est : depuis Douchanbé l'opium rejoint Osh par la longue faille où sont situées les villes de Garm, Komsomolabad, Tadjikabad, dont certaines sont tenues par des groupes de la «guérilla islamique» tadjik. Selon un petit trafiquant d'Osh rencontré par l'envoyé spécial de l'OGD, un Européen se serait mis en rapport avec un chef de guérilla à Garm pour monter un laboratoire d'héroïne. Mais, cet informateur a été incapable de préciser le stade d'avancement de l'entreprise. On trouve donc, après Douchanbé, ce que l'on pourrait appeler une deuxième ceinture de plaques tournantes, où le prix du kilo d'opium destiné à la consommation locale oscille entre 600 et 700 dollars : Osh au Kirghizistan, Khodjent au Tadjikistan et Samarcande en Ouzbékistan. Osh est particulièrement concernée. Au débouché de cette route du Pamir, outre la drogue qui remonte de Douchanbé, Osh voit arriver l'opium et, dans une moindre mesure, l'héroïne, du Gorno-Badakhshan. C'est une ville dont l'importance dans le trafic ne cesse de croître. Située à l'extrémité du bassin du Fergana, à moins de 15 kilomètres de la frontière ouzbek, l'état des routes et la guerre civile interdisant un itinéraire plus rapide, elle est le passage obligé de tout échange commercial entre le Gorno-Badakhshan et la ville de Khodjent. A Osh arrivent donc des centaines de jeunes courriers prêts à prendre des risques pour faire fortune.

Ces passeurs qui font la route entre Khorog et Osh touchent entre 30 % et 50 % du prix de vente de l'opium à l'arrivée. Pour un transport «plus facile» de 5 kg d'opium entre Osh et Bichkek, le salaire est d'une centaine de dollars. Selon des petits trafiquants rencontrés à Osh, l'achat de l'opium est le quasi-monopole de grossistes de nationalité kirghiz, mais d'origine turque. Les «vrais» Turcs sont par ailleurs très présents dans l'ensemble du Kirghizistan. Venus en nombre à l'indépendance de ce pays en 1991, ils sont aujourd'hui supplantés par les hommes d'affaires américains, européens ou coréens. Les businessmen d'Ankara ont l'image d'affairistes qui font preuve, au nom d'un panturquisme un peu naïf, d'un insupportable paternalisme. D'abord les seuls à être implantés, leur fiabilité plus que douteuse ne leur a pas permis de faire face, au niveau des grosses affaires, à l'arrivée de la concurrence internationale. Ils ont eu néanmoins le temps de mettre en place des réseaux commerçants dans tout le pays. En particulier, nombre de restaurants, d'hôtels et de casinos d'Osh ou de Bichkek leur appartiennent. On trouve même à Bichkek une antenne du parti turc d'extrême droite, le MHP (Loups Gris). L'opium arrivant à Osh sert pour une part importante à la consommation «locale» (les toxicomanes le transforment eux-mêmes) de l'Asie centrale jusqu'à la Russie. Par route, train ou avion, il est redistribué à Bichkek (où le kilo vaut entre 1 200 et 1 500 dollars), Almaty (près de 2 000 dollars) ou Moscou (où, transformé de façon artisanale, il rapporte environ 7 000 dollars). En ce qui concerne l'héroïne, à Bichkek, le kilo se négocie entre 12 000 et 15 000 dollars. Il s'agit, là encore, d'héroïne blanche très pure en provenance d'Afghanistan. Si la demande locale d'opium a littéralement explosé ces dernières années en Asie centrale, l'héroïne brune ou blanche, trop chère, n'est consommée que par de rares nouveaux riches. Mais l'héroïne artisanale (*khanka*) fabriquée par les toxicomanes eux-mêmes à partir d'une dose d'opium à 3 ou 4 dollars et d'une dose d'acide «offerte» par le vendeur, fait de nombreux adeptes : 2 % de la population d'Osh serait touché. Un pourcentage probablement semblable doit exister dans les autres grands centres urbains d'Asie centrale.

Pourtant, dans cette vaste région, la lutte antidrogues en est à ses balbutiements. Seules les autorités kirghiz semblent avoir pris conscience du problème et reconnaître que la corruption touche une partie de leurs effectifs sous-payés. La coordination des programmes de lutte régionaux est appuyée par le PNUCID à partir de Tachkent et de Bichkek. Mais on est en droit de se demander si, dans cet ensemble qu'est l'Asie centrale où le credo reste ouverture économique et libéralisme forcené, une lutte antidrogues d'une autre envergure que celle visant les petits passeurs pourrait se concilier avec l'opacité généralisée du monde des affaires dans l'ex-Union soviétique.

AFGHANISTAN

La prise de contrôle par les taliban de plus des 3/4 du territoire de l'Afghanistan en août 1998 est synonyme, pour de nombreux pays démocratiques, du triomphe de l'obscurantisme, du soutien au terrorisme, de la répression exercée sur les femmes et d'autres violations des droits de l'homme. Pour certains des voisins de ce pays – l'Iran, le Tadjikistan, l'Ouzbékistan et la Russie qui a mis en alerte ses troupes à la frontière afghano-tadjik – c'est également la crainte de voir augmenter le flux des drogues pénétrant chez eux.

En novembre 1997, alors que les taliban contrôlaient depuis trois ans les principales zones de production d'opium (les cultures qui concernaient 55 districts dans 8 provinces en 1994, se sont étendues à 74 districts dans 15 provinces en 1998), le nouveau directeur du PNUCID, le criminologue italien Pino Arlacchi, a conduit des négociations avec eux afin d'obtenir la suppression progressive de la culture du pavot en échange d'investissements économiques. Ces accords «informels» ont été critiqués, en particulier par de hauts fonctionnaires de l'Union européenne qui ont estimé qu'ils conféraient une légitimité aux taliban qui n'étaient pas reconnus par les Nations unies comme gouvernement de l'Afghanistan. C'est au printemps 1999, après les semailles d'octobre-novembre 1998, que le débat devrait être tranché, à condition que les pays riches fournissent au PNUCID les moyens d'apporter aux paysans une aide économique conséquente.

Production d'opium et économie paysanne

L'Afghanistan est resté, en 1997, le premier producteur mondial d'opium devant la Birmanie (les premières indications disponibles, au moment de la récolte qui se déroule en mai-juin, ne laissent pas prévoir de changements substantiels pour 1998). En outre, les populations consommant traditionnellement de l'opium étant très peu nombreuses, la plus grande partie de cette récolte est transformée en héroïne, à l'intérieur ou à l'extérieur du pays, alors qu'en Birmanie 500 tonnes d'opium sont fumées par les minorités ethniques.

Selon les évaluations du PNUCID pour 1997, 200 000 paysans cultivent environ 58 000 hectares de pavot qui produisent 2 800 t d'opium séché. Étant donné que seules les populations ismaéliennes du Badakhshan fument traditionnellement l'opium et qu'une petite partie de cette drogue est également destinée à être consommée par les populations d'Asie centrale, on peut estimer que cette récolte permettra d'élaborer entre 200 t et 250 t d'héroïne.

Au mois de juin, l'évaluation de la récolte pour 1998 n'avait pas été réalisée par le PNUCID mais, selon les premières estimations des fonctionnaires de cet organisme, confirmées par les observations d'ONG travaillant dans les zones rurales, les superficies semées dans le Nangahar (une des deux principales régions de production) étaient en très nette augmentation par rapport à l'année 1997. Mais il s'agit probablement d'un retour à la situation de 1996, les cultures ayant connu, dans cette région, un recul de 41 % entre 1996 et 1997.

Au début du printemps 1998, certaines informations faisaient état de très importantes inondations dans l'Helmand, l'autre grande zone de production, qui auraient détruit une partie des cultures de pavot. Selon des observateurs familiers de la réalité afghane, cette information est à considérer avec beaucoup de précautions, de telles nouvelles étant diffusées chaque année par les autorités des provinces concernées de façon à minimiser l'ampleur des récoltes.

La production d'opium pour 1997 avait connu un accroissement de 25 % par rapport à l'année 1996 du fait d'excellentes conditions climatiques. En effet, les superficies cultivées étaient restées relativement stables : 58 416 ha. C'est l'Helmand qui avait connu à la fois la plus forte augmentation en superficie et en production : respectivement 18 % et 34,3 %. Il est à noter que l'Helmand et le Nangahar fournissent 75 % de l'opium produit en Afghanistan. Les autres provinces productrices importantes sont Kandahar, Uruzgan et Badakhshan. En 1997, le pavot est également apparu dans de nouveaux districts des provinces de Baghlan, Herat et Balkh. Le PNUCID a étudié certains districts des provinces de l'Est où le pavot a été cultivé pour la première fois en 1998⁶⁴. Il semble que cette «contamination» ait essentiellement provoquée par des paysans de ces zones qui louent leur bras à la saison comme récolteurs d'opium itinérants dans des régions traditionnellement productrices. Eux-mêmes, ou leurs voisins, ont ensuite «essayé» les cultures sur des parcelles qui ont constitué des tests pour tout le village. En revanche, certains collecteurs d'opium qui offrent des semences et des avances sur récolte ne semblent pas jouer un rôle déterminant. Les paysans considèrent que ces cultures sont permises par les autorités. Ils n'ont jamais entendu parler des programmes de développement alternatifs et se déclarent décidés à continuer à produire de l'opium tant que cela sera profitable.

La productivité à l'hectare varie de 22,8 kg dans les montagnes du Badakhshan à 64 kg dans l'Uruzgan. La productivité moyenne est de 48 kg à l'hectare, chiffre extrêmement élevé, lorsqu'on sait qu'elle est de moins de 20 kg au Pakistan voisin, de moins de 10 kg dans de nombreuses régions de Birmanie et du Laos et de 7 kg en Colombie.

Profits tirés de la production de pavot et d'héroïne

Des fluctuations assez importantes existent entre les prix payés aux producteurs par les collecteurs d'opium travaillant pour les trafiquants. Au moment de la récolte de 1997, l'opium humide (qui perd environ 30 % de son poids en séchant) était payé 30 dollars le kilo au producteur dans l'Helmand et le Kandahar, 40 dollars dans le Nangahar et 65 dollars dans le Badakhshan. Les paysans les plus pauvres, qui vendent leur récolte deux ou trois mois à l'avance, sont payés 20 % à 30 % moins cher. Mais ceux qui peuvent attendre deux ou trois mois après la récolte peuvent espérer multiplier par deux les prix payés bord-champ, c'est-à-dire, en tenant compte de la perte en poids de l'opium, un gain d'environ 20 %. Selon une étude menée par une ONG française dans un district du Nangahar, un hectare de pavot rapporte de 3 à 6 fois plus qu'un hectare de blé, de maïs ou de riz. Si les paysans ne s'enrichissent pas, cela leur permet de vivre un peu moins mal.

Le montant total de la récolte vendue par les paysans dans l'ensemble de l'Afghanistan, en 1997, peut être estimé à une centaine de millions de dollars. Le *zakat* (impôt islamique) étant de 20 % sur l'opium, les ressources tirées par les taliban de la seule production d'opium sont d'environ 20 millions de dollars.

C'est peu à l'échelle des besoins de l'ensemble du mouvement. L'offensive éclair du mois d'août 1998 aurait ainsi bénéficié d'un financement massif de l'Arabie Saoudite. Selon le journal français *Le Monde*, les taliban auraient en particulier reçu 400 nouveaux pick-ups (camionnettes sur lesquelles on peut monter des mitrailleuses), encore immatriculées dans les Émirats arabes unis. Surtout, ils auraient «acheté» de nombreux commandants de l'autre camp, ce qui leur aura permis d'obtenir des victoires quasiment sans combattre. L'argent de l'opium n'est donc pas le nerf de la guerre des taliban. Bien sûr,

⁶⁴ UNDCP : *Afghanistan, Strategic Study # 1, An Analysis of the Process of Expansion of Opium Poppy Cultivation to New Districts in Afghanistan*. Preliminary Report, Islamabad, June 1998.

s'ils tiraient des bénéfices de la transformation de l'opium en héroïne et de la commercialisation de cette dernière, les profits seraient beaucoup plus élevés. Des sources concordantes faisaient état, à la fin du mois d'août 1998, de besoins financiers urgents de la part du gouvernement des taliban, ce qui ne peut que l'inciter à tirer profit des revenus de la drogue.

De la théorie à la pratique

Il est intéressant de rapporter la position du chef suprême des taliban, l'émir Mollah Mohammad Omar (qui accorde très rarement des entretiens à la presse étrangère), contenue dans une interview réalisée par Bizhan Torabi pour le compte de la *Deutsche Presse Agentur* reprise par la revue française *Politique Internationale* : «... à long terme, notre objectif est de nettoyer complètement l'Afghanistan [de la drogue]. Mais on ne peut demander à tous ceux dont l'existence dépend entièrement de la récolte du pavot de passer du jour au lendemain à d'autres cultures et de trouver d'autres marchés pour leurs nouveaux produits. Une chose est claire en tout cas : nous ne permettrons pas que l'opium ou l'héroïne soient vendus en Afghanistan même. Si des non-musulmans souhaitent acheter de la drogue et s'intoxiquer, ce n'est pas à nous qu'il appartient de les protéger... Notre but à nous, je le répète, est d'éliminer graduellement toute production de drogue dans le pays afin de protéger notre jeunesse. A la question concernant le prélèvement que nous effectuerions sur les revenus de la drogue, je répondrai que notre administration applique à tous les gains, quelle que soit leur origine, le taux d'imposition de 20 %, conformément aux prescriptions de l'Islam». On le voit, le chef des taliban ne rejette pas formellement les profits tirés de la transformation de l'opium.

Qu'en est-il sur le terrain ? D'abord, comme a pu le constater dans une vallée du Nangahar un envoyé spécial de l'OGD, certains commandants se font payer le *zakat* en nature, c'est-à-dire en prélevant de 10 % à 20 % de la récolte de l'opium. Cela signifie qu'ils le commercialisent ou qu'ils le transforment eux-mêmes en morphine (faute d'anhydride acétique les Afghans du sud ne peuvent produire de l'héroïne et la morphine base est donc transformée en héroïne en Turquie). L'enquêteur de l'OGD a pu également se faire confirmer l'existence de trois laboratoires situés dans des villages non loin de la route, dans un district totalement contrôlé par les taliban situé au sud-est de Djelalabad, la capitale du Nangahar. De jeunes villageois lui ont indiqué qu'ils ne travaillaient pas pour les taliban, mais que ces derniers percevaient un impôt sur toute la production qui en sortait. Par ailleurs, il a été observé que des convois d'opium ou d'héroïne franchissent sans encombre des postes de contrôle des taliban.

Il est impossible d'évaluer les profits de ces trafics. Mais, encore une fois, il est probable que ces ponctions aillent dans les poches des commandants locaux (dont certains sont des ralliés de fraîche date aux taliban), plus qu'à l'amélioration de la logistique du mouvement. Pour que la drogue soit le nerf de la guerre, il faudrait que la production d'héroïne et son exportation soient organisées et centralisées sur une vaste échelle. Or, les taliban ne semblent pas, par exemple, contrôler les quantités considérables de drogues qui transitent par l'Iran.

En 1997, les autorités iraniennes ont en effet saisi 2 t d'héroïne, 18 t de morphine et 162 t d'opium. En outre, 3 343 Afghans sont actuellement détenus pour trafic de drogues dans les prisons iraniennes. Selon les autorités de Téhéran, plusieurs taliban seraient au nombre des prisonniers, ce qui est impossible à vérifier. En revanche, selon des informations communiquées à l'OGD en juillet 1998 par un officier d'un service de lutte antidrogues pakistanais (à qui elle ont été fournies par un trafiquant arrêté dans le cadre d'une autre affaire), une importante quantité de drogues aurait été envoyée en Europe dans des conteneurs, via l'Asie centrale, avec la complicité de fonctionnaires taliban du gouvernement afghan.

Dans le nord du pays, les groupes de l'Alliance du Nord ont commencé par contrôler la transformation de l'opium. Dans le chapitre du présent rapport concernant le Tadjikistan (cf. *supra*), il est dit que lorsque les troupes du Hezb e-islami de Gulbuddin Hekmatyar tenaient Kunduz, ils y avaient installé des laboratoires qui produisaient de l'héroïne d'excellente qualité. Lorsque la ville est passée aux taliban, ils ont vraisemblablement continué à produire de la drogue pour l'exporter au Tadjikistan. Le chef des gardes-frontières russes, Nikolai Bordyuzha, a déclaré le 8 août 1998 que 700 kg de drogues en provenance d'Afghanistan, dont 100 kg d'héroïne, avaient été saisis depuis le début de l'année.

Les enjeux de l'éradication du pavot

Dans un document adopté le 23 octobre 1997, la Commission des stupéfiants des Nations unies a formulé «une stratégie mondiale pour l'élimination des cultures illicites» qui vise le cocaïer et le pavot. Dans les résolutions de la Session extraordinaire sur la drogue de l'Assemblée générale des Nations unies, qui s'est tenue au début de juin 1998, on parle de «réduction substantielle». La politique du PNUCID en Afghanistan a constitué un premier pas dans la mise en œuvre de cette stratégie, comme l'a déclaré Pino Arlacchi au cours de sa visite dans le pays en novembre 1997.

À la suite de ses négociations avec les taliban à Kaboul, ces derniers ont déclaré être disposés à éradiquer, dès l'année 1998, toutes les cultures de pavot présentes dans le pays et à détruire les laboratoires d'héroïne. Cette proclamation, qui allait très au-delà des propositions précédentes des taliban (n'éliminer les cultures illicites que dans la mesure où seraient disponibles les fonds permettant de les substituer) semble, selon le *New York Times*, avoir pris de court Pino Arlacchi. Il a alors déclaré que la position des taliban était «trop radicale» et il a encouragé ses interlocuteurs à procéder plus graduellement, jusqu'à ce que les Nations unies soient capables de financer les projets de développement alternatif permettant de fournir des ressources aux paysans.

Parmi les actions envisagées, le chef du PNUCID a cité la réhabilitation d'une usine textile à Kandahar qui doit fournir 1 200 emplois, dont une partie «réservée aux femmes». Pino Arlacchi a ajouté, lors d'une rencontre avec les autorités taliban de Kandahar que cet accord était basé sur un échange de lettres, sans signature formelle : «Le régime des taliban n'étant pas reconnu par les Nations unies, nous ne pouvons pas signer d'accord formel avec eux».

La prudence de Pino Arlacchi est probablement due aux informations qui lui ont été fournies par des spécialistes du développement alternatif travaillant dans le district pakistanais de Dir où le projet du PNUCID a obtenu d'excellents résultats. Ils n'ont pas manqué de lui indiquer que le succès de l'interdiction est étroitement lié à la phase de la culture à laquelle elle s'applique. S'il est possible à des pouvoirs locaux d'interdire de semer, il est déjà plus difficile de labourer les superficies ensemencées, comme l'a fait le gouverneur Hadji Kader dans le Nangahar en 1994⁶⁵. Mais, lorsque le pavot est sorti de terre et que les paysans ont sous les yeux ce qui va leur permettre de mieux vivre toute l'année, ils résistent farouchement aux tentatives de leur ôter le pain de la bouche. Les promesses des chefs taliban ont eu lieu en novembre 1997 : au moment où la saison des semailles s'achevait. Il ne fallait donc pas s'attendre à une réduction très significative au printemps 1998 et l'on ne pourra véritablement juger qu'en 1999 de la volonté, ou de la capacité, des taliban à mener une politique d'interdiction.

Le premier obstacle sera la résistance des paysans eux-mêmes. L'envoyé de l'OGD a assisté, à la fin de l'année 1997, à une *jirga* (grande assemblée des barbes grises) d'une tribu de cultivateurs pachtoun, qui

⁶⁵ Voir GMD (1995), pp 155-156

recevait les représentants d'une ONG de développement. Après avoir présenté une liste interminable de demandes impossibles à satisfaire – canaux d'irrigation, semences, tracteurs, etc. – le porte-parole de l'assemblée, qui était en même temps celui des taliban locaux, a conclu en disant : «si toutes ces demandes sont satisfaites, alors nous abandonnerons le pavot». Les taliban eux-mêmes hésiteront à s'aliéner les paysans en les obligeant à abandonner une production lucrative. Ils savent, en effet, même s'ils appartiennent à la même ethnie, qu'ils ne peuvent pas s'opposer frontalement aux tribus pachtoun dont la cohésion reste très forte et qui sont réfractaires au pouvoir central, quel qu'il soit.

Enfin, les prises de position du gouvernement de Kaboul ou des gouverneurs de province ne sont pas nécessairement appliquées par les chefs locaux, d'autant plus que nombre de ces derniers ne sont pas des taliban «historiques» mais, comme nous l'avons indiqué, des commandants moudjahidin ralliés.

L'élément qui pourrait pousser les taliban à éradiquer l'opium à plus long terme est sa consommation par la population, jusqu'ici très limitée, contrairement à celle du haschisch qui est assez répandue. Dans les villages du Nangahar où l'envoyé de l'OGD a résidé, les jeunes avaient, il n'y a pas si longtemps, coutume de se réunir au bord du fleuve pour fumer le haschisch provenant de cultures locales. Or, du fait de la pression des taliban, il est de plus en plus difficile de cultiver le cannabis aux alentours des zones habitées et d'en consommer la production.

Beaucoup de jeunes des régions de l'est du pays, pour qui il est de plus en plus difficile d'entrer au Pakistan et d'y trouver du travail, traversent désormais le pays pour se rendre en Iran. Ils en reviennent en ayant pris l'habitude de fumer l'opium qu'ils retrouvent en abondance chez eux et ils initient ensuite les jeunes restés au village. Ces nouvelles pratiques, qui s'ajoutent à la consommation d'héroïne à laquelle certains se sont initiés dans les camps de réfugiés au Pakistan, peuvent contribuer à pousser les taliban à s'attaquer aux racines du mal dans la mesure où la production ne serait plus seulement destinée aux «infidèles».

PAKISTAN

Bien qu'une part, difficile à évaluer, du haschisch «pakistanaï» saisie dans le monde provienne en réalité d'Afghanistan, le Pakistan est, après le Maroc, le second producteur/exportateur mondial de cette drogue. S'il n'est pas un producteur important d'opium (moins de 100 tonnes par an), et si une partie des laboratoires de transformation fonctionnant dans les zones tribales sont passés de l'autre côté de la frontière, en Afghanistan, le Pakistan reste néanmoins un des premiers exportateurs de morphine et d'héroïne dans le monde : 4,5 t d'héroïne saisies en 1997 (contre 18 en 1995). Cette spécialisation, qui ne se dément pas depuis vingt ans (le début de la guerre en Afghanistan), a plusieurs causes dont, en premier lieu, la corruption. Celle-ci touche non seulement l'administration, mais également le monde politique jusqu'aux plus hauts niveaux de l'État. Cela explique sans doute qu'aucun parrain n'ait été arrêté en 1997. Sur les 23 personnes dont les États-Unis ont demandé l'extradition, une seule a été arrêtée, mais non extradée.

Les sanctions économiques qui ont suivi ses essais nucléaires pourraient coûter 1,5 milliard de dollars au Pakistan alors que 1,7 milliard de dollars de la dette extérieure doit être remboursé avant décembre 1998, rendant le recours à l'argent de la drogue plus que jamais nécessaire. Ensuite, la drogue continue de jouer un rôle géopolitique de premier plan, particulièrement entre les mains des services secrets de l'armée, dans les relations du Pakistan avec ses voisins : l'Afghanistan, l'Inde, la Chine et l'Iran. Enfin, la

production et le trafic ont également un rôle de géopolitique interne dans le cadre de l'aggravation des conflits régionaux et ethniques qui pourraient conduire, à terme, à un éclatement du pays.

La drogue et la géopolitique interne

Les zones de culture de pavot et de transformation de l'opium, habitées par des tribus pachtoun souvent coupées en deux par la frontière avec l'Afghanistan, sont les plus secouées par des forces centrifuges qui placent le pays au bord de l'éclatement en 1998. Les difficultés croissantes du gouvernement central à y faire respecter les lois fédérales et à rendre tangible la frontière avec l'Afghanistan sont accrues par les activités illicites et les tentatives effectuées pour les réprimer.

Ces difficultés prennent racine dans l'acte de naissance du Pakistan, région qui s'est séparée de l'Inde en 1947. Si le ferment de son identité était la référence à l'islam, le nouvel État était fait de bric et de broc : un bout de Penjab et de Sindh à l'est de l'Indus ; un tiers de Balouchistan au sud-ouest et une bonne moitié de Pachtounistan au nord-ouest. Le Bengale pakistanais, à l'est de la péninsule indienne, a fait sécession dès 1971 pour devenir le Bangladesh, et la question du Cachemire n'est toujours pas réglée, 51 ans après la création du pays. Une majorité de Pachtoun était contre la création du Pakistan, à l'instar de leurs cousins afghans qui n'ont jamais accepté cette partition et ont toujours englobé la Province Frontière du Nord-Ouest (NWFP) dans la cartographie de l'Afghanistan. Celui-ci est né au milieu du XIX^e siècle sous la forme d'une confédération de tribus pachtoun, dirigée par des Pachtoun et incapable de se penser autrement, malgré la présence au nord de populations tadjik, ouzbek et turkmène. Le désir toujours latent d'une réunification pachtoun en un Grand Afghanistan revient aujourd'hui au premier plan, sous le triple effet de l'attraction exercée par les taliban sur leurs frères pachtoun pakistanais, investis eux aussi par des courants islamistes extrémistes, de la «penjabisation» excessive de la politique intérieure pakistanaise (le président, le Premier ministre ainsi que la plupart des officiers supérieurs sont penjabi) et de la partie de bras de fer engagée par l'Inde et le Pakistan à propos, entre autres, de la question du Cachemire.

Les Pachtoun de la Province Frontière du Nord-Ouest ont rappelé en février 1998 au Premier ministre Mian Nawaz Sharif, par un vote très majoritaire à l'Assemblée provinciale qui siège à Peshawar, sa promesse de changer l'appellation administrative de la province par un nom faisant apparaître l'identité de ses habitants : Pakhtounkva. Le chef du gouvernement, qui n'ignore pas les visées hégémoniques de la partie afghane de la communauté pachtoun, a répondu par un refus. Du coup, les députés du parti pachtoun, l'Awami National Party (ANP), largement représenté dans les zones tribales dont les habitants sont surarmés, ont quitté en bloc la coalition gouvernementale au niveau provincial et fédéral. C'est dans ce contexte que se sont produites, dans un style typiquement militaire, des campagnes d'éradication du pavot qui ne pouvaient qu'envenimer la situation.

Le District de Dir produit près de 40 % de l'opium du pays. Un projet de développement alternatif, financé par le PNUCID, a été mis en place à partir de 1984. Il avait provoqué une réduction très progressive des cultures. Une baisse spectaculaire des superficies plantées en pavot (-34,71 %) avait été constatée au printemps 1997. Selon les accords passés avec le gouvernement, il ne devait plus y avoir de pavot dans ce district en 1998. Les représentants du PNUCID ont constaté, en mars, que les superficies semées étaient passées de 335 hectares à 500 ha. Les autorités ont procédé à une campagne d'éradication, mais les résultats annoncés ne correspondaient pas à ce que les fonctionnaires du PNUCID pouvaient observer sur le terrain. L'organisme onusien a alors menacé de suspendre ses financements si des efforts plus sensibles n'étaient pas accomplis.

Dans la vallée de Nihag, la principale zone productrice, le gouvernement a fait procéder à une véritable opération militaire qui a duré du 20 avril au 6 mai 1998 : 3 000 soldats du Corps des Frontières, 5 transports de troupes blindés et deux canons de 135 mm ont été déployés ; 320 membres d'une milice (*Levi*) et 400 soldats chargés d'arracher manuellement les plants de pavot ont été également mobilisés. Tous les membres de l'assemblée des anciens (*jirga*) commune aux tribus Sultan Khel et Painsa Khel, ont été arrêtés après que les négociations sur l'éradication volontaire avec les représentants du gouvernement eurent échoué, en avril. Alors, environ 35 % des cultures ont été éradiquées dans la vallée, mais 40 villages producteurs n'ont pas été touchés. Le général dirigeant l'opération a déclaré qu'il n'était pas possible de faire mieux en respectant la consigne du gouvernement de ne pas verser de sang (en décembre 1985, une intervention similaire avait fait 30 morts). Bien sûr, même si les partis politiques, y compris le parti islamiste, ont finalement approuvé l'opération, le ressentiment est vif dans la région où des leaders tribaux ont déclaré : «Avant de s'occuper de nos cultures, que le gouvernement nous rétrocède les royalties provenant de la déforestation dont nous avons été victimes». L'argument selon lequel la lutte contre les cultures illicites permet au gouvernement de prendre le contrôle de zones connaissant une autonomie de fait est à double tranchant.

Un incident de frontière, en mars 1998, montre le parti que les taliban afghans pourraient tirer de ce mécontentement des tribus pachtoun pakistanaises. Une camionnette conduite par des taliban et chargée d'ordinateurs de contrebande, en provenance de Djelalabad et en direction de Peshawar, est arrêtée par la douane pakistanaise à la frontière de Torkham, dans la passe de Khyber. Les taliban refusent tout contrôle, arguant qu'ils sont chez eux en terre pachtoun. La police des frontières intervient d'abord, échangeant des coups de feu avec les taliban. Un détachement de l'armée ne tarde pas à arriver en renfort. Après deux heures de bataille rangée, une trêve survient en attendant l'arrivée du gouverneur pakistanais des NWFP et d'un chef taliban. Finalement, c'est une *jirga* des barbes grises afghanes et pakistanaises, de la tribu qui s'étend de chaque côté de la frontière, qui règle le différend. La camionnette a poursuivi sa route, le gouverneur se contentant de regretter que les taliban «ignorent» les lois pakistanaises. Il reste qu'une *jirga*, instance tribale pachtoun de règlement des conflits, a prévalu sur l'armée, instrument chargé par l'État de faire respecter ses frontières. On mesure à ce genre d'anecdote à quel point les militaires et l'État pakistanais, qui soutiennent les taliban afin de garantir l'accès à l'Asie centrale, jouent avec le feu.

La drogue au service du Djihad en Asie

Le gouvernement du Premier ministre Nawaz Sharif, la haute administration fédérale et celle des provinces, comptent de nombreux membres des tribus pachtoun Khattak, Saifullah, Afridi et Arbab, dont on sait qu'elles sont collectivement et massivement investies dans la production, la transformation et le trafic des drogues. Dans la province du Penjab, centre du trafic des armes et de la drogue en direction de l'Inde, beaucoup de postes clés de l'administration ne s'obtiennent que sur recommandation du beau-frère du Premier ministre, Zia Bakh Butt, qui figure sur la liste noire de la DEA. Un de ses «partenaires» est le baron de la mafia musulmane indienne, commanditaire des attentats à la bombe à Bombay de 1993, Seth Ibrahim Dawood. C'est pour détourner l'attention de la participation de ses partisans au trafic de drogues que le gouvernement aurait essayé d'impliquer le sénateur Asif Zardari (époux de l'ex-Premier ministre Benazir Bhutto), dans une affaire portant sur plusieurs tonnes de haschisch au Balouchistan. Si bien des malversations peuvent être reprochées à ce dernier, les services antidrogues occidentaux ont eux-mêmes indiqué aux autorités pakistanaises qu'il n'était pas impliqué dans ce trafic.

Les différents services secrets, en particulier l'Inter Services Intelligence (ISI) de l'armée, continuent de financer avec l'argent de la drogue les activités d'une dizaine de mouvements islamistes actifs au Cachemire, tels que le Al Umma Harakat ul Ansar, le Djihad ul Kashmiri, ainsi que des groupes au Tadjikistan et jusqu'en Tchétchénie. Cet argent contribue aussi à appuyer des groupes tels que le Mouvement national des musulmans ouïgours et le Front de libération musulman du Xinjiang, dont 2 000 membres ont trouvé refuge au Pakistan (région de Gilgit) en mars dernier, suite aux émeutes dans la province chinoise du Xinjiang, avant de rejoindre l'Afghanistan et d'être pris en charge par le milliardaire saoudien Ussama ben Laden, considéré comme le principal financier des mouvements islamistes.

L'ISI financerait également sur ces fonds secrets alimentés par des activités illicites des mouvements fondamentalistes pakistanais comme le Lashkare Tayyeba (Les soldats du Dieu Unique) et le Harakat ul Ansar (Le mouvement de l'hospitalité). Ils disposent d'un puissant relais en Europe à travers l'Université du Hijaz de Manchester, soutenue par Youssouf al Islam, le chanteur-compositeur connu dans les années 1970 sous le nom de Cat Stevens.

Selon des personnalités influentes de la communauté pakistanaise établies en Grande-Bretagne, durant l'automne 1996, un responsable taliban s'est rendu à plusieurs reprises à Bruxelles pour y rencontrer des représentants en Europe du Harakat ul Ansar, du Idara Mihanjul Quram (l'Organisation du respect du Coran) conduite par Tahirul Qadri, et du Jammaat e-Islami, l'un des partis islamistes les plus actifs sur la scène politique pakistanaise dirigé par Kazi Hussein Ahmad. Ces mouvements bénéficient du soutien financier de marchands d'armes pakistanais résidant en Belgique, en particulier ceux appartenant à la famille Khattak, originaire de la Province Frontière du Nord-Ouest (NWFP), très influente dans les hautes sphères militaires et au sein des ministères des Affaires étrangères et de l'Intérieur pakistanais.

Au début de l'année 1990, des officiers du fisc à Karachi ont déclaré au correspondant de l'OGD qu'ils estimaient à 140 le nombre d'officiers des forces aériennes impliqués directement dans le trafic de drogues et d'armes. Il est difficile de distinguer ceux qui sont en service commandé de ceux qui travaillent à leur compte ou de ceux qui poursuivent des activités à titre purement personnel, mais en mettant à profit les contacts pris dans le cadre de leur institution. En avril 1997, le chef d'escadron des forces aériennes, Farooq Ahmed, a été arrêté à New York alors qu'il tentait de vendre 2 kg d'héroïne. La drogue avait été acheminée dans un avion de transport des forces aériennes qui était censé prendre livraison de pièces détachées destinées aux chasseurs *F-16* de fabrication américaine. La justice pakistanaise a condamné le collaborateur pakistanais de la DEA qui a permis l'arrestation de Farooq Ahmed. Un peu plus tard, un autre officier de l'armée de l'Air a été arrêté à Karachi lorsqu'on s'est aperçu que le même réseau faisait de la contrebande de matériel électronique en utilisant les vols de l'armée de l'Air à destination de l'étranger. Le 16 avril 1997, un officier de l'ISI à la retraite, le major Munawar Shah, a été arrêté en possession de 2 kg d'héroïne qu'il pensait acheminer à Londres. Il était également en possession d'uranium.

Manipulations des services secrets militaires

La concurrence entre les services secrets militaires et leurs homologues civils dépendant du ministère de l'Intérieur, qui s'était manifestée lors du soutien apporté aux taliban afghans sous Bénazir Bhutto, est toujours d'actualité sous Nawaz Sharif. Les services secrets militaires ont affirmé, à la fin du mois de décembre 1997, avoir arrêté quatre Iraniens responsables de l'assassinat de quatre ingénieurs américains à Karachi, le 12 novembre. Les services secrets civils répliquent que ces quatre membres des tribus sunnites Nabi Islam et Buledi (violemment opprimés au clergé chiite à Téhéran) étaient en fait des

trafiquants de drogues et d'armes opérant le long de la côte de Makran, dans le sud du Balouchistan, sous la protection des gardes-côtes pakistanais et, indirectement, pour le compte du ministère de la Défense.

La Federal Investigation Agency, la Crime Investigation Agency et la Joint Task Force of Investigation du ministère de l'Intérieur ajoutent que ce sont leurs enquêtes qui ont permis lors de ces arrestations la saisie de centaines de kilos d'héroïne, d'une tonne de haschisch (qui aurait depuis «disparu») et d'une tonne d'opium, de lanceurs de roquettes électroniques, de munitions, etc. L'Inter Services Intelligence, le Military Intelligence et l'Anti Narcotics Task Force n'ont pas repris les informations de leurs homologues civils selon lesquelles les Iraniens étaient en fait de simples trafiquants de drogues, et cela afin d'exercer un chantage sur le gouvernement iranien en en faisant des terroristes à sa solde.

Ce chantage est un moyen de répondre indirectement à l'accusation du gouvernement de Téhéran selon laquelle le gouvernement pakistanais «manque de volonté politique dans la lutte contre la drogue». Critique à laquelle sont d'autant plus sensibles les militaires pakistanais qu'un de leurs services de renseignement-action, l'ISI, utilise des revenus provenant du trafic d'héroïne et de haschisch pour financer ses opérations «secrètes», en particulier en Inde. La version officielle pakistanaise ne pouvait en outre déplaire aux autorités américaines. Mais elle a fait long feu. En effet, la responsabilité de l'Iran dans cette affaire est d'autant plus improbable que c'est un organisme d'information iranien, le Mukhbrat khariji, proche de la tendance modérée majoritaire au Parlement, qui aurait averti dès juillet 1997 les services d'information militaires pakistanais du Balouchistan de l'évasion de trois trafiquants des prisons de Téhéran grâce à un policier. Leur tribu sunnite contrôle une partie du trafic d'armes et de drogues dans la région de Mand et Dalbandeen, proche de la frontière avec l'Iran. Ces activités illicites se conjuguent avec une campagne contre le gouvernement chiite de Téhéran.

Mais «la guerre des services» ne fait pas seulement rage entre civils et militaires. À l'intérieur de l'ISI, il existe également une tendance «modérée» qui s'oppose aux «intégristes». C'est elle qui a laissé filtrer, à l'occasion des récentes expériences nucléaires pakistanaises, des informations sur le financement par l'argent de la drogue du programme de recherche qui les avait permises.

C'était la conviction, depuis longtemps, de certains services secrets occidentaux, sans qu'ils aient pu en détenir la preuve formelle. Les membres des services secrets pakistanais opposés à ces expériences en auraient eu la certitude en «écoutant» les félicitations adressées par téléphone à cette occasion par le président du Pakistan, Chaudry Rafiq Tarrar, et par le Premier ministre Miam Nawaz Sharif à Seth Hadji Amin Ashraf et à son frère Seth Abid. Ces deux financiers sont chargés des réseaux de financement «occultes» de la famille du président, notamment à travers des réseaux de blanchiment opérant aux Émirats arabes unis, en Grande-Bretagne, à Singapour et à Hong Kong.

NEPAL

Depuis une quinzaine d'années, le Népal est devenu une plaque tournante de tous les trafics de par sa position géographique entre l'Asie du Sud-Ouest et l'Asie du Sud-Est, une corruption endémique et la difficulté des autorités à contrôler les régions frontalières. Les trafiquants mettent à profit l'appauvrissement du monde rural pour encourager les cultures de cannabis qui ne cessent de s'étendre dans tous le pays. Ils utilisent ensuite les filières d'exportation de produits licites pour acheminer de grandes quantités de haschisch jusqu'aux marchés de consommation occidentaux. Mais des trafiquants

européens, en particulier hollandais et allemands, se sont installés dans le pays et opèrent également à leur compte.

Depuis deux ou trois ans, les parrains des mafias asiatiques se sentent tellement en sécurité dans ce pays qu'ils s'y rencontrent plusieurs fois par an et en profitent pour régler de là leurs affaires dans le monde entier. Le Népal est également la base arrière de différents mouvements insurrectionnels, des islamistes de différentes tendances aux Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE), ainsi que des services secrets des pays de la région. Les uns comme les autres n'hésitent pas à utiliser la drogue qui transite par le Népal pour financer leurs activités.

Le haschisch, salaire du paysan

La base de l'économie de la drogue est au Népal l'exportation de haschisch, ce qui suppose l'existence dans le pays d'une matière première importante. Une loi a été votée en 1976 qui interdit la production, la possession et la vente du cannabis et de ses dérivés, quelle qu'en soit la quantité, mettant ainsi fin à l'âge d'or du Katmandou des hippies. Le gouvernement américain a assisté financièrement le gouvernement népalais pour compenser le manque à gagner des paysans forcés d'abandonner la culture du cannabis ou pour leur permettre de mettre en place des cultures alternatives. L'insuffisance des fonds alloués, leur détournement et le peu d'intérêt des autorités ont fait qu'après des années d'efforts pour remplacer le cannabis par des cultures de rente permettant un revenu équivalent, les paysans reviennent aujourd'hui à cette culture illicite dans de nombreux districts du pays. Alors que le maïs et le millet qu'ils produisent suffisent à peine à nourrir leur famille pendant six mois, le cannabis pousse à l'état sauvage sur le flanc des montagnes et peut être récolté et vendu sans aucun problème, même par les paysans qui ne possèdent pas de terres.

Dans le district de Makwanpur, dans le centre du pays, les Chepang et les Tamang, les deux plus importantes minorités ethniques de cette région très pauvre, ont déclaré avec enthousiasme au correspondant de l'OGD que ce sont des trafiquants des villes de la région et de l'Inde qui leur avaient appris à cultiver, préparer et stocker le cannabis. Cette culture illicite s'est ainsi enracinée autour des villages de Sarikhel, Kalikatar, Martar, Khairang et Raksirang. Les paysans, qui affirment n'avoir entendu parler du cannabis qu'il y a cinq ans, gagnent jusqu'à 2 500 roupies par kilogramme (près de 50 dollars au change au noir) en vendant leur production (de 5 kg à 10 kg par famille) sur le marché indien. Aussi les cultures illicites sont-elles en train de gagner les comités de développement (mis en place par le gouvernement) des villages voisins : les paysans trouvent là une alternative à l'abandon dans lequel ils ont été laissés par l'État.

Les exportations passent par une quinzaine de sentiers, taillés à travers la forêt, qui conduisent en Inde. Certains paysans qui ne veulent pas prendre le risque de cultiver eux-mêmes donnent en métayage leur terre et ceux qui veulent faire fortune louent des terres à leurs voisins. Les quelques policiers qui parviennent jusque dans ces zones reculées ne bénéficient d'aucune collaboration de la part de la population, qui refuse de dire qui sont les propriétaires des cultures. Ils doivent donc se contenter de détruire symboliquement quelques pieds. Le gouvernement ne semble guère se soucier de leur donner davantage de moyens. Les gens influents de la région ont fini par créer des Comités de protection du cannabis financés par une contribution de 500 roupies par mois par chaque paysan afin de mettre en place des projets de développement de pure façade.

Les réseaux d'exportation du haschisch

Les trafiquants ont donc une source inépuisable de matière première. Une fois le haschisch conditionné, les filières qu'il emprunte peuvent prendre des formes extrêmement diverses. Par exemple Birgunj, qui fait face à la ville indienne de Raxaul, s'est spécialisée dans l'exportation de haschisch vers l'Europe et les États-Unis. Selon le directeur adjoint de la police antidrogues (NDCLEU), Hemant Malla, les trafiquants utilisent surtout les exportations d'artisanat. La drogue est dissimulée dans le socle de statues chinoises fabriquées localement ou dans des tapis tibétains. Ainsi, en mars 1997, 40 kg de haschisch ont été saisis à Tokyo dans une statue du Bouddha.

L'aéroport international de Tribhuvan, à Katmandou, est également un point de départ pour de nombreuses expéditions : le 1er juillet 1997, 203 kg ont été saisis dans des bois sculptés destinés au Danemark. Le 21 septembre, 300 kg dissimulés dans de l'artisanat destiné aux Pays-Bas. Deux jours plus tard, la police a investi un local où l'on confectionnait des capsules de haschisch de 5 et 10 grammes qui étaient ensuite dissimulées dans des objets destinés à l'exportation. Un mois plus tard, toujours à l'aéroport, deux Népalais étaient arrêtés en possession de 80 statues du «Bouddha rieur», du «Bouddha méditant», de Confucius et de la déesse Tara. Après avoir vainement tenté de les ouvrir, les douaniers les ont forcées au moyen d'une vrille et une forte odeur s'est répandue, ne laissant aucun doute quant à leur contenu. La police a découvert que, dans l'atelier qui les fabriquait, ces objets étaient recouverts d'un enduit qui rendait indécélab le haschisch par les chiens et les rayons X. La drogue était destinée à Hong Kong, à la Malaisie, au Japon, à Singapour, à l'Indonésie, à l'Europe et aux États-Unis. L'un des artisans qui réalisaient ces statues avait suivi deux ans «d'apprentissage» dans un village du nord de la Thaïlande, près de Chiang Mai. Mais la police est également convaincue qu'une partie de l'or qui entre en contrebande au Népal est utilisée pour financer des achats de haschisch.

Au début de l'année 1998, la police a saisi 300 kg de cette drogue dans un lot d'artisanat en bois qui allait être exporté aux Pays-Bas, via l'aéroport de Francfort. Quelques mois plus tard, une nouvelle saisie a été effectuée au fret de l'aéroport dans un envoi appartenant à un Hollandais marié à une népalaise. L'information avait été fournie par la police allemande à la suite d'une saisie de 250 kg de haschisch à l'aéroport de Francfort. Cette affaire a permis l'arrestation de 11 complices népalais du réseau : des employés de l'aéroport, des douaniers, des policiers, des porteurs et des chauffeurs. Des observateurs estiment qu'il ne s'agit là que du menu fretin et que des fonctionnaires beaucoup plus importants de l'aéroport participaient au trafic. Il semble que la direction de l'hôtel *Everest* à Katmandou était également liée au réseau. La police des stupéfiants, NDCLEU, craint que l'affaire ne soit étouffée car des membres du gang hollando-népalais ont offert au juge chargé de l'affaire 900 000 dollars pour que le couple soit relâché. Toujours au début de l'année 1998, 576 kg de haschisch ont été saisis à Toronto, au Canada, ce qui a encore conduit à l'arrestation d'employés des douanes de l'aéroport de Katmandou.

Les policiers ne se découragent pas malgré l'ampleur de la corruption et, le 12 juin, ils ont arrêté quatre Allemands qui avaient dissimulé 250 kg de haschisch dans un minibus spécialement aménagé à cet effet. Une complice népalaise a confessé qu'elle participait au trafic depuis 20 ans et qu'elle avait fait passer en Allemagne 400 kg de haschisch via l'Iran en une fois. La saisie d'un autre minibus a dévoilé à la police que les réseaux allemands opéraient à partir de la station touristique de Deurali, à 35 km à l'ouest de Katmandou où ils louaient des villas possédant des garages souterrains.

Le pont de la rivière Mechi

Si les contrôles se durcissent à Katmandou, le pays offre une gamme très large de possibilités à tous les trafics, comme le suggère par exemple une enquête à laquelle le correspondant de l'OGD s'est livré à Kakarbhitta, petite ville située dans le Far East du pays, à 578 kilomètres à l'est de Katmandou. Du fait de ses liens avec le district de Darjeeling, à l'ouest du Bengale indien, c'est une des voies par laquelle un flux continu de devises, d'armes et d'explosifs, de métaux précieux ou stratégiques (uranium) et de drogues (héroïne birmane, Mandrax, LSD), inonde le Népal. Dans l'autre sens, sont introduits en Inde de l'or, des cornes de rhinocéros, des os de tigres, d'importantes quantités de haschisch et des précurseurs chimiques destinés aux laboratoires d'héroïne.

Du haut du pont qui relie Kakarbhitta à la ville indienne de Panitanki, on peut apercevoir, à environ une centaine de mètres, une file ininterrompue de porteurs lourdement chargés d'objets de contrebande qui franchissent à gué la rivière Mechi. Ces derniers s'arrêtent devant une tente pour s'acquitter des 5 roupies exigées par les gangsters locaux en échange de leur «protection». Tout cela en plein jour et sous les yeux des policiers et des douaniers népalais et indiens.

Kakarbhitta compte quelque 200 petits hôtels ou salons de thé à partir desquels les drogues sont redistribuées dans l'ensemble du pays en utilisant les nombreuses lignes de bus qui partent de la ville. En général, les passeurs reçoivent l'équivalent de 1 % du prix de la marchandise. Pour faire franchir la frontière à un immigrant clandestin muni de vrais-faux papiers, cela coûte 5 000 roupies. Ces trafics sont facilités par le fait que plus de 8 000 «touristes» passent la frontière dans les deux sens chaque année à la hauteur de Kakarbhitta. Parmi eux, de nombreux Iraniens, Taiwanais, Kenyans, Nigériens, Bhoutanais et... des Argentins. Un Iranien, arrêté récemment en Inde pour trafic de drogues, avait effectué de nombreux passages par cette ville népalaise.

Les policiers népalais se défendent de leur apparente complaisance en affirmant que, s'ils se livrent à des contrôles et des arrestations, les contrevenants sont immédiatement libérés après l'intervention de politiciens locaux. Il est vrai que les nouveaux riches ont de quoi rémunérer ces services. On cite le cas d'un vendeur de sandales s'étant transformé en homme d'affaires important et qui a notamment ouvert des bureaux à Bangkok, à Doubaï et en Allemagne. Ses activités illicites sont multisectorielles : trafic de devises, d'or, de précurseurs chimiques et de drogues. Bien qu'il ait été pris deux fois en flagrant délit, il n'a jamais été traduit en justice.

Dans les villages proches d'Itabhatta, près de Dhulabari, des trafiquants indiens ont loué, avec l'aide de leurs partenaires népalais, des maisons qui leur servent à entreposer l'héroïne. Ils s'approvisionnent en Birmanie de la façon suivante : «De Dimmapur, dans l'État du Nagaland, on prend un train pour se rendre à Moreh, dans l'État de Manipur, qui est une ville frontalière de la Birmanie dont la situation est la même que celle de Kakarbhitta à l'égard de l'Inde... mais là-bas, la rivière est plus large. Jour et nuit, des porteurs convoient des marchandises et de l'héroïne. Ensuite, cette dernière peut être aisément introduite au Népal». Il semble d'ailleurs que certains des mouvements autonomistes du nord-est de l'Inde, en particulier ceux du Nagaland, de l'Assam et du district de Darjeeling, participent au trafic.

Guerre des services secrets indiens et pakistanais

Des rapports des services de renseignements népalais accusent également le Pakistan d'utiliser leur territoire pour acheminer de l'héroïne en Europe. Toujours selon les mêmes sources, l'argent de la drogue serait destiné à financer les groupes musulmans fondamentalistes. Apparemment, la réunion sur la drogue ayant regroupé en 1997 les ministres de l'Association de l'Asie du Sud (SAAR) à laquelle

appartient le Népal et ceux de l'Organisation de coopération économique (ECO) dont le Pakistan est membre n'a pas contribué à régler le différend.

Les activités au Népal des réseaux afghano-pakistanaïses de tendance sunnite wahhabite remontent à 1983, lorsque les services secrets de l'armée pakistanaïse (ISI) ont décidé de faire de ce pays le centre de leurs activités pour déstabiliser l'Inde à travers l'aide apportée aux minorités en lutte pour leur indépendance et à des groupes terroristes. Les autorités népalaises ont alors non seulement laissé faire, mais leurs services secrets ont même collaboré à cette croisade pour «qu'une coalition de petites nations mettent par la force l'Inde à genoux», d'après un haut fonctionnaire népalais en visite en Europe. Cette coalition informelle regroupait, à l'initiative du Pakistan : le Népal, le Bhoutan et le Bangladesh. Elle avait l'appui de la Chine et des États-Unis. Avec la fin de la politique des blocs, le Népal, qui est revenu à une politique d'équilibre entre la Chine et l'Inde, redoute les retombées du développement du terrorisme et du trafic des drogues sur son territoire, et les problèmes que cela pourrait lui causer dans ses relations avec ses puissants voisins.

Une affaire survenue en 1997 paraît confirmer les craintes des autorités népalaises. Le 22 août, la NDCLEU a arrêté deux Afghans munis de passeports pakistanaïses qui tentaient de vendre quatre manteaux dans la doublure desquels avaient été dissimulés 870 grammes d'héroïne au prix de 25 000 dollars chacun. L'un d'entre eux, Abdul Khaliq Azami, avait fait trois voyages au Népal entre mars et mai 1997. Selon la police népalaise, il aurait été arrêté aux États-Unis en 1996 en possession d'un kilogramme d'héroïne, puis mystérieusement relâché.

Les services de renseignements pakistanaïses (Inter Services Intelligence, ISI) et indiens (Research and Analysis Wing, RAW) se livrent à une guerre sans merci sur le sol népalais. Selon des informations fournies sur cette affaire au correspondant de l'OGD à Karachi par la police économique pakistanaïse (Excise & Taxation Department), l'ISI aurait réactivé les réseaux de l'ethnie gudjar de Seth Ibrahim Dawood (chef de la mafia musulmane indienne accusé d'être le cerveau des attentats de mars 1993 à Bombay, aujourd'hui réfugié à Doubaï) après le retour de Nawaz Sharif au poste de Premier ministre. Le trafic de drogues se prolonge par des affaires de blanchiment d'argent en vue, notamment, d'acheter des armes.

Le RAW indien a répliqué en utilisant les services d'un autre grand parrain : Rajendra Sadashiva Nikhalja, alias Chotta Rajan, qui opère à partir de la Malaisie mais qui a une filiale népalaise. Autrefois très proche de Dawood, il s'est concilié les bonnes grâces du gouvernement indien en fournissant les informations permettant d'impliquer le parrain de la mafia musulmane dans une campagne d'attentats de Bombay, en 1993. Son réseau a pour tâche d'éliminer celui de Dawood au Népal.

La première victime de Chotta Rajan a été un député népalais, Mirja Dislad Beg, qui avait été plusieurs fois ministre au cours des dernières années. Il a été assassiné, le 28 juin 1998, dans la ville de Krishnanagar située non loin de la frontière indienne. Mirja Dislad Beg était inculpé pour des affaires criminelles par plusieurs tribunaux indiens qui avaient vainement sollicité son extradition. Les journaux indiens l'accusaient en outre d'être un pion des services secrets militaires pakistanaïses et de les avoir aidés à établir les réseaux de Dawood au Népal afin d'équiper en armes les rebelles musulmans cachemiri. Le 14 juillet, dans une interview publiée par le magazine indien *India Today*, Chotta Rajan a revendiqué le crime, peut-être pour détourner les soupçons des Pakistanaïses qui pourraient être directement impliqués.

Il est d'autant plus difficile de démêler la vérité dans ces guerres des mafias que les gouvernements népalais successifs sont eux aussi notoirement corrompus. On sait par exemple qu'un ministre des Finances a confié, moyennant une redevance journalière de dizaines de milliers de dollars,

l'administration des douanes de l'aéroport de Katmandou à un personnage reconnu comme trafiquant de drogues et d'or. Selon des informations fournies au correspondant de l'OGD par la police, cela a permis à ce dernier de se livrer à l'import-export de toutes sortes de marchandises sans aucun contrôle.

TAMIL NADU (INDE) ET SRI LANKA

Les États du sud de l'Inde, Tamil Nadu, Kerala, Andhra Pradesh et Karnataka ainsi que le territoire de Pondichéry, sont devenus depuis quelques années l'un des principaux centres de trafic des drogues dans le pays. Cependant, dans toute cette région de l'Inde c'est le Tamil Nadu, peuplé majoritairement de Tamoul comme le nord-est du Sri Lanka, qui apparaît, du fait de sa proximité de cette île dont la capitale, Colombo, n'est qu'à six heures de bateau, comme le plus vulnérable. Dans les environs du port de Tuticorin (300 000 habitants), la capitale du Tamil Nadu située à 600 kilomètres de Chennai, au bout du sous-continent indien, les autorités indiennes ont identifié 25 lieux propices aux accostages clandestins. Quant au Sri Lanka, du fait de sa situation d'instabilité, il est de plus en plus utilisé comme territoire de transit pour les drogues, en particulier en provenance d'Asie du Sud-Ouest. Les autorités du pays ne cessent de dénoncer l'implication des Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE) dans le commerce des drogues mais en même temps, du fait du pourrissement de la guerre civile en 1997-1998 elles ont fait passer au second plan la lutte contre le trafic. Et cela d'autant plus que c'est le ministère de la Défense qui a la responsabilité de gérer le budget de la lutte contre la drogue, y compris en matière de prévention.

Les connexions du Tamil Nadu indien

Au moins d'octobre de 1994, les douanes ont saisi 10 kilogrammes d'héroïne. Un mois plus tard, 1 463 kg de Mandrax acheminés via le Gujarat, étaient interceptés. En 1995 et 1996, 37 saisies ont été effectuées, dont la plus importante, en février 1996, concernait 3,6 t de haschisch. Pour la police des stupéfiants, il ne fait aucun doute que les organisations criminelles locales ont tissé des liens avec les trafiquants pakistanais et indiens. De son côté, la police indienne observe que Bombay, plaque tournante des drogues en provenance du Pakistan, a tendance à être délaissée par les réseaux depuis que la vague d'attentats de 1993 a entraîné un durcissement des contrôles. Aujourd'hui, les drogues continuent d'arriver dans les criques isolées de la cote des États de Maharashtra et Gujarat, mais une grande partie des chargements est acheminée dans le sud, par la route, jusqu'aux grandes villes comme Chennai et Bangalore. De là, d'autres transporteurs les font parvenir à Mangalore, Trivandrum, Tuticorin et, surtout, d'autres petites localités situées sur la cote sud où la surveillance est moindre.

Des bateaux de pêche les transportent jusqu'à de gros navires qui croisent au large. Ces derniers mettent ensuite le cap sur le Sri Lanka ravagé par la guerre. De là, des courriers achemineront la drogue en Australie, en Europe, en Afrique et aux États-Unis. Le rôle de plaque tournante pris récemment par le port de Tuticorin ne tient pas seulement à sa proximité avec le Sri Lanka. D'autres facteurs peuvent également l'expliquer. De 2 000 à 3 000 camions chargés de conteneurs y arrivent chaque jour de différentes régions de l'Inde, et des dizaines de vaisseaux y relâchent. 250 bateaux de pêche opérant dans le golfe de Mannar et 50 cargos transportant du matériel de construction qui font la navette entre Tuticorin et le Sri Lanka, servent de couverture au trafic. Du fait de l'existence de récifs de corail, il est difficile pour les deux seules embarcations rapides des garde-côtes de patrouiller dans une zone où existent une centaine d'îlots inhabités. Les hauts fonds empêchent les bateaux des forces navales qui

patrouillent également depuis l'assassinat de Rajiv Gandhi, en 1991, de naviguer au-delà de Nagapattinam, une petite ville dans la baie du Bengale.

En 1996, la police indienne des stupéfiants a opéré un certain nombre de saisies dans les villes du Tamil Nadu comme Madurai chez des militants et des sympathisants des Tigres. En novembre, le Narcotics Control Bureau (NCB) a saisi pour «71 millions de dollars d'héroïne» chez un Raja de Tuticorin. La drogue était destinée au Sri Lanka. Mais, d'autre part, ils n'ont arrêté que 37 Sri Lankais entre 1987 et le premier trimestre de 1997. Sur les 11 arrestations de trafiquants sri lankais opérées par les douanes de Tuticorin en 1996, deux seulement concernaient des Tamouls, les autres étaient des Cingalais, originaires de la région de Colombo et non du nord du pays où le LTTE est implanté.

Pour autant, les autorités indiennes n'écartent pas l'implication des Tigres dans le narcotrafic. Les convoyeurs de drogues ont sans doute choisi Colombo du fait de la surveillance très stricte exercée par la marine sri lankaise dans la région tamoul de Jaffna. Les Indiens pensent également que le LTTE pourrait avoir passé des accords avec des organisations de trafiquants cinghalais et n'être que le commanditaire de l'importation des drogues. On peut remarquer à ce propos que les routes des drogues entre le sud de l'Inde et le Sri Lanka sont les mêmes que celles qui servent à l'approvisionnement en armes et en carburant des Tigres.

Le LTTE est-il impliqué dans les trafics au Sri Lanka ?

Au Sri Lanka, 23 000 personnes ont été condamnées en 1997 pour trafic de diverses substances. Et si les saisies ont été en baisse en 1997 (61,8 t, toutes drogues confondues) par rapport à 1996 (96,4 t en 1996), cela est dû au fait que les forces de l'ordre ont été davantage mobilisées par la lutte contre le LTTE. Les trafiquants arrêtés sont le plus souvent de petits passeurs sri lankais, indiens (fréquemment originaires de l'État du Tamil Nadu), pakistanais et népalais, qui introduisent dans le pays du haschisch ou de l'héroïne. Ainsi, par exemple, en décembre 1996, la police a découvert 18 kg d'héroïne *brown sugar* et arrêté 5 personnes, dont un Pakistanais. L'opération s'est déroulée à Katurneriya, localité proche de Negombo, un port de pêche des environs de Colombo. Au début de l'année 1997, deux opérations distinctes ont permis la saisie de 37,5 kg de la même drogue. Une partie de cette drogue est destinée à un marché estimé à 100 000 consommateurs qui ne cesse de s'agrandir, en particulier en ce qui concerne l'héroïne.

Les autorités du Sri Lanka soupçonnent, comme les autorités indiennes, le LTTE de participer à ce trafic sans jamais en avoir jusqu'ici apporté de preuves formelles. Même si dans les années 1980, des militants tamoul vendaient de l'héroïne en Europe, en France en particulier, pour financer une guérilla qui compte aujourd'hui 10 000 hommes, on ne possède que peu d'indices concernant l'implication de l'organisation sur une large échelle. En effet, les ressources considérables du mouvement rebelle peuvent très bien s'expliquer par les très importantes contributions, volontaires ou non, de la diaspora dans des pays comme la Suisse, la Grande-Bretagne ou le Canada ainsi que par différents trafics effectués en Asie grâce à leur flottille de cinq ou six petits cargos sous pavillon de complaisance.

Si plusieurs militants des Tigres tamoul purgent en ce moment des peines de prison dans plusieurs pays (dont la France et l'Allemagne) les quantités d'héroïne saisies sur leurs réseaux dépassent rarement les 500 grammes. Dans les dernières affaires recensées se mêlent trafic d'héroïne, de faux papiers et contrebande : deux militants du LTTE ont été arrêtés à Katmandou en 1996 en possession de faux papiers allemands et 500 g de *brown sugar* ; six autres ont été appréhendés en possession de 25

passesports de différents pays, des tampons et autres outils nécessaires pour en fabriquer. Plusieurs autres ont été expulsés du Népal en 1997 et 1998.

Sans doute, l'organisation, pour des raisons idéologiques aussi bien que de sécurité, a fait le choix de commercialiser la drogue au détail. Cela implique certes un plus grand nombre d'opérateurs, mais démultiplie les bénéfices, tout en mettant à l'abri d'une accusation de «gros trafic» l'ensemble de l'organisation. Et pourtant, le LTTE se trouvait physiquement près des sources de cette drogue, en Birmanie, car, jusqu'en 1995, les militaires au pouvoir, eux-mêmes très liés au trafic d'héroïne, avaient permis au LTTE de maintenir une base d'entraînement. Enfin, en 1995, le LTTE serait intervenu dans des luttes inter-tribales de l'État de Manipur (nord-est de l'Inde), une grande plaque tournante de l'héroïne birmane. Après que sept commerçants tamoul, alliés à la guérilla de l'ethnie rebelle des Naga, ont été tués dans la ville de Moreh par des membres de l'ethnie kuki, au cours d'une dispute autour du règlement d'un envoi d'héroïne, la communauté des victimes a fait appel au LTTE qui lui aurait fourni des armes en échange d'une participation dans le trafic.

De nouvelles pièces ont été récemment versées au dossier. Le 10 janvier 1997, le Sri Lanka Police Narcotics Bureau (PNB) a arrêté un Tamoul, Sivadas Nandakumar (alias Casey) en compagnie d'un Pakistanais. Cette arrestation était en relation avec celle, en Australie au mois de mai 1996, d'un autre Sri Lankais et d'un Français en possession de 273 g d'héroïne et de 500 g de haschisch. Sivadas Nandakumar avait déjà été arrêté en Australie pour trafic de drogues et également expulsé des États-Unis pour usage d'un faux passeport. La police des stupés du Sri Lanka cherche à établir si ce réseau était lié au LTTE.

Le transit maritime du haschisch

Mais à côté de ce trafic de fourmis, existe un grand trafic maritime de dérivés du cannabis favorisé par le fait que les gardes-côtes et la marine de guerre sont mobilisés uniquement sur la côte du nord-est pour intervenir contre l'approvisionnement du LTTE. Les saisies maritimes sont donc extrêmement rares. Pourtant, en 1997, 7 tonnes de marijuana ont été découvertes au Cambodge sur un navire qui s'apprêtait à prendre la mer pour le Sri Lanka.

Une autre affaire importante a connu son épilogue en mars 1998. Des informations fournies par le PNB du Sri Lanka à la Brigade nationale du crime aux Pays-Bas, ont permis à cette dernière d'arrêter trois Hollandais qui étaient impliqués dans de grandes opérations d'importation de haschisch. Les documents découverts à leur domicile ont permis de confirmer qu'ils étaient derrière l'opération révélée par la saisie d'un peu plus de 10 t de haschisch, le 23 décembre 1996, au large de la côte ouest du Sri Lanka par la police de Chilaw. La drogue a été découverte sur un chalutier, dissimulée dans des ballots de tissus. Les paquets de haschisch étaient marqués de la formule «Liberté pour l'Afghanistan». L'origine afghane de la drogue a été confirmée, quelques semaines plus tard, lorsqu'un chargement de haschisch portant la même mention a été découvert à Karachi par la police pakistanaise. Dans l'affaire sri lankaise, la cargaison de haschisch avait été transbordée d'un cargo sur un chalutier à 200 miles au sud de la ville côtière de Hambantota. Les quatre marins sri lankais arrêtés, tous musulmans (ce qui a amené la police à envisager, sans que rien ne soit venu jusqu'ici le confirmer, une piste islamiste) ont déclaré aux policiers qu'un skipper pakistanais les avait guidés jusqu'au navire, puis avait débarqué sur l'île de Beruwela. Ils ont ajouté qu'une partie seulement du haschisch transporté par le cargo avait été transférée sur leur bateau.

Les renseignements fournis par les quatre hommes ont permis d'arrêter le responsable d'une compagnie d'import-export de Colombo, lui aussi musulman. Les trois Néerlandais arrêtés aux Pays-Bas étaient venus le rencontrer à différentes reprises. Ils avaient notamment financé l'achat du chalutier ainsi que celui d'un entrepôt à Peliyagoda, dans la banlieue de Colombo, où devait être entreposé le haschisch destiné à être réexporté aux Pays-Bas. De l'argile crue importée des Pays-Bas était transformée en objets de céramique au Sri Lanka, à l'intérieur desquels aurait été dissimulé le haschisch, avant d'être réexpédié aux Pays-Bas. Plusieurs envois de ces objets vers les Pays-Bas avaient déjà été effectués sans que l'on ait pu établir s'ils contenaient de la drogue.